

Dans ce numéro

Attentat à la voiture piégée contre un convoi de l'ONU à Benghazi...

(Page 2)

À Niamey, Washington appelle à renforcer le renseignement et à mieux le coordonner pour stopper le groupe Boko Haram...

(Page 3)

Le réseau de la CIA démantelé en Iran était chargé de recueillir des renseignements sur les ventes de pétrole, selon le New York Times...

(Page 4)

Washington accuse Téhéran de brouiller les signaux GPS dans le détroit d'Ormuz...

(Page 6)

Google dément avoir l'intention de contrôler les flux d'informations afin d'influer sur la présidentielle de 2020...

(Page 7)

Le département d'État américain autorise la vente à la Corée du Sud de douze hélicoptères MH-60R Seahawk...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Le groupe État islamique referait surface en Syrie selon le département américain de la Défense...

Un rapport publié par un organe de surveillance du département américain de la Défense indique que le groupe djihadiste État islamique referait surface en Syrie alors que les troupes américaines quittent le pays. Le rapport présenté devant le Congrès par le département du Bureau de l'inspection générale couvre les combats contre les djihadistes en Irak et en Syrie sur une période de trois mois, d'avril à juin. Selon ce rapport, l'EI a renforcé les capacités de ses insurgés en Irak et referait surface en Syrie. Il ajoute que le groupe représente toujours une menace pour les deux pays. Le rapport souligne que le retrait des troupes américaines de Syrie a mené à l'affaiblissement du soutien des forces locales qui combattent les djihadistes. Mercredi, concernant le rapport, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a indiqué que les djihadistes de l'EI se renforçaient dans certains endroits mais s'affaiblissaient dans d'autres. La défaite de l'EI faisait partie d'une des promesses de campagne de Donald Trump il y a trois ans. En mars de cette année, il a déclaré que l'État islamique ne possédait plus de territoire en Syrie, et s'est approprié cette victoire.

(Radio Japon international, le 08-08-2019)

En RDC, les miliciens musulmans des ADF renforceraient leurs liens avec le groupe État islamique...

Dix personnes ont été tuées en deux jours dans l'est de la République démocratique du Congo. Les miliciens musulmans ougandais des Forces démocratiques alliées, les ADF, seraient responsables de ces attaques. Des miliciens ougandais qui renforcent leurs liens avec l'organisation de l'État islamique. Les forces armées congolaises confirment la présence d'un mouvement terroriste dans la région de Beni, les ADF se muant en MTM, Muslim Tabligh Movement.

(Radio Vatican, le 06-08-2019)

Exercice antiterroriste de grande ampleur en baie de Tokyo...

Un exercice de grande ampleur de lutte contre le terrorisme a eu lieu lundi dans le cadre des préparatifs pour les Jeux olympiques et paralympiques de 2020. Cet exercice a eu lieu à la jetée Harumi dans la baie de Tokyo, site qui accueillera le village des athlètes et de nombreuses épreuves. Plus de 110 personnes, dont des garde-côtes japonais, des employés de la police métropolitaine et des pompiers notamment, ont pris part à l'événement. Le scénario supposait qu'un homme suspect à bord d'un bateau de petite taille avait ignoré des appels des garde-côtes et s'approchait des eaux du village olympique. Les autorités, à bord de pneumatiques, ont maîtrisé l'individu. Les garde-côtes indiquent que les navires marchands et les bateaux touristiques seront invités à ne pas naviguer dans les eaux entourant la baie de Tokyo pendant les JO. Des caméras seront également installées pour aider les gardes à surveiller la zone.

(Radio Japon international, le 05-08-2019)

À Kaboul, attentat à la bombe contre le bus d'une chaîne de télévision afghane...

Un attentat a visé l'autobus d'une chaîne de télévision afghane. Cet attentat à la bombe a tué deux personnes et en a blessé quatre autres dont un journaliste, dimanche, à Kaboul. En juin dernier, les taliban avaient menacé de représailles les médias afghans qui diffusaient des publicités réalisées pour le compte du gouvernement et qui leur seraient hostiles.

(Deutsche Welle, le 05-08-2019)

En Afghanistan, les taliban contrôleraient près de 70% du territoire où réside 50% de la population...

Hier, les taliban ont revendiqué en Afghanistan un attentat qui a fait à Kaboul, la capitale, quatorze morts et près de 150 blessés. Malgré les discussions que les insurgés ont entamé avec les États-Unis à Doha au Qatar, ils continuent donc leur lutte armée contre les autorités soutenues par Washington et les Occidentaux. Aujourd'hui le gouvernement du président Ashraf Ghani ne contrôlerait que 30% du territoire afghan. Les taliban eux sont présents dans tout le reste du pays où réside 50% de la population.

(Radio Vatican, le 08-08-2019)

Le groupuscule Hasm soupçonné d'être derrière l'explosion de véhicules ayant fait au moins vingt morts au Caire...

En Égypte, on en sait plus sur l'explosion qui a eu lieu au Caire dans la nuit de dimanche à lundi. Le président Al-Sissi l'a qualifié d'acte terroriste. Il faut dire que la voiture qui a percuté d'autres véhicules était chargée d'explosifs. Le dernier bilan officiel fait état d'au moins vingt morts et une quarantaine de blessés. Les autorités accusent le groupuscule Hasm, une confrérie considérée proche des Frères musulmans, confrérie interdite et réprimée en Égypte.

(Médi-1, le 06-08-2019)

Dix-sept terroristes présumés abattus par les forces de sécurité égyptiennes...

En Égypte, dix-sept personnes soupçonnées d'être membres du groupe Hasm ont été tuées hier par les forces de sécurité. Les opérations ont été menées au Caire et à Fayoum, dans le sud du pays, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de dimanche au Caire qui a coûté la vie à vingt personnes et que les autorités égyptiennes attribuent à ce groupe présenté comme proche des Frères musulmans.

(Radio Vatican, le 09-08-2019)

En Égypte, les forces de sécurité ont dit avoir tué hier dix-sept terroristes lors d'une opération contre des suspects qui seraient impliqués dans l'attentat ayant fait vingt morts dimanche au Caire. Selon le ministère de l'Intérieur, ces terroristes appartenaient au groupuscule Hasm considéré par les autorités comme proche des Frères musulmans, une confrérie interdite et sévèrement réprimée en Égypte. Lundi, le président Al-Sissi a affirmé qu'une collision entre plusieurs voitures dimanche au Caire était un acte terroriste, l'un des véhicules ayant été chargé d'explosifs.

(La voix de l'Amérique, le 09-08-2019)

Attentat à la voiture piégée contre un convoi de l'ONU à Benghazi...

Quelques heures après l'annonce d'une trêve, une voiture piégée a explosé au passage d'un convoi de l'ONU à Benghazi, fief du maréchal Haftar. Le bilan est de trois morts et huit blessés. Un attentat qui a été condamné par l'ONU et qualifié de méprisable par l'Union européenne.

(Médi-1, le 11-08-2019)

Plusieurs morts après un double attentat suicide dans le nord-est du Nigeria...

Deux femmes kamikazes se sont fait exploser au milieu d'une foule dans une ville du nord-est du Nigeria, faisant trois morts et huit blessés dans un attentat attribué aux islamistes de Boko Haram, ont rapporté mercredi les services de secours. La double explosion s'est produite mardi soir à Mafa, une agglomération située à une cinquantaine de kilomètres de la capitale régionale de l'État du Borno, Maiduguri. Selon le responsable de l'Agence de gestion des urgences de l'État (SEMA), Bello Danbatta, les deux femmes ont pénétré dans la ville en se joignant à un groupe de femmes allées chercher du bois pour cuisiner. Le bilan de trois morts et huit blessés donné par M. Danbatta a été confirmé par le porte-parole de la police locale, Adamu Mohammed. L'attentat porte la marque du

groupe islamiste Boko Haram qui a régulièrement recours à des femmes pour commettre des attaques suicide visant des cibles civiles comme les mosquées, les marchés ou les gares routières.
(Africa Radio, le 07-08-2019)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

À Niamey, Washington appelle à renforcer le renseignement et à mieux le coordonner pour stopper le groupe Boko Haram...

Les pays riverains du Lac Tchad (Niger, Nigeria, Tchad et Cameroun) et leurs alliés occidentaux doivent mieux coordonner les renseignements pour lutter plus efficacement contre les djihadistes de Boko Haram, ont affirmé des responsables militaires lors d'une rencontre à Niamey, mardi et mercredi. « L'accent est mis sur l'intégration qui met en évidence le rôle crucial que le renseignement joue dans la définition de l'action militaire » a expliqué la contre-amiral américaine Heidi Berg, à l'ouverture de cette rencontre regroupant des responsables des services de renseignement de la Force multinationale - Niger, Nigeria, Cameroun, Tchad, Bénin - des États-Unis, du Royaume-Uni et de France. « Ensemble, nous pourrions mieux faire progresser notre compréhension des menaces, renforcer notre capacité à partager des ressources et notre expertise, et organiser et concentrer nos forces dans un but commun » a ajouté Heidi Berg dont une copie du discours a été transmis mercredi à l'AFP par l'ambassade américaine. Selon elle, le Niger, le Cameroun et le Tchad ont élargi leur capacité de collecte d'informations grâce à des avions Cessna 208 offerts par son pays, bien que chacun ait adopté une approche différente sur leur utilisation. « Les pays concernés doivent exploiter cette plateforme de collecte et d'autres plateformes de collecte contre des ennemis régionaux que sont les groupes extrémistes violents de la région du Lac Tchad, en particulier l'État islamique en Afrique de l'Ouest et Boko Haram » a-t-elle relevé. « On est venu pour échanger nos informations. Les avions Cessna américains nous ont beaucoup permis ces derniers temps de filmer, de traiter certaines positions de l'ennemi » a assuré à la télévision nigérienne un expert tchadien présent à la rencontre.
(Africa Radio, le 07-08-2019)

Les services de renseignement israéliens souhaitent assister la future mission de sécurité maritime dans le détroit d'Ormuz...

Le ministre israélien des Affaires étrangères annonce que l'État hébreu assistera la mission de sécurité maritime proposée par Washington dans le détroit d'Ormuz. Il le fera notamment dans le domaine des renseignements. Des médias israéliens rapportent que le ministre des Affaires étrangères Israël Katz s'est exprimé au sujet de ce projet mardi, lors d'une séance à huis clos de la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, le Parlement israélien. Israël Katz aurait déclaré à la commission parlementaire que la participation de l'État hébreu était dans les intérêts stratégiques nationaux, pour contrer l'Iran et pour renforcer les relations avec les pays arabes du Golfe. Il reste à savoir si Israël deviendra un membre officiel de la mission ou enverra ses navires. L'administration Trump a exhorté ses alliés entre autres à rejoindre la coalition proposée pour assurer la sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz, sur fond d'exacerbation des tensions avec l'Iran. La Grande-Bretagne a annoncé qu'elle prendrait part à la mission. Cependant, d'autres pays se montrent prudents, étant donné leurs relations avec l'Iran.
(Radio Japon international, le 08-08-2019)

L'amiral Joseph Maguire en passe d'être nommé chef intérimaire des services de renseignement américains...

Le président américain Donald Trump a annoncé jeudi qu'il nommera l'amiral Joseph Maguire, l'actuel chef du Centre national de lutte contre le terrorisme, au poste de Directeur par intérim du renseignement national (DNI). « J'ai le plaisir de vous annoncer que l'honorable amiral Joseph Maguire, actuel directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme, sera nommé directeur par intérim du renseignement national à compter du 15 août » a tweeté M. Trump. « L'amiral Maguire a effectué une carrière longue et riche en distinctions dans les forces armées, jusqu'à sa retraite de l'US Navy en 2010. Il a occupé des postes de commandement à tous les niveaux, y compris dans la branche navale du Commandement des opérations spéciales (Naval Special Warfare Command). Il a également été chercheur-associé dans le domaine de la sécurité nationale à l'université de Harvard » a-t-il ajouté. Le locataire de la Maison-Blanche a également tweeté que la démission de l'actuelle directrice adjointe du renseignement national, Sue Gordon, prendra effet le 15 août prochain, le même jour que celle de Dan

Coats, directeur sortant du renseignement national. M. Coats était devenu le cinquième Directeur du renseignement national en mars 2017. Il était souvent en décalage avec le président Trump sur les questions politiques et de renseignement, notamment sur l'ingérence russe présumée.
(*Radio Chine internationale, le 09-08-2019*)

Séoul a récupéré deux millions de dollars détournés par l'ancien directeur de ses services de renseignement...

Le Parquet du district central de Séoul a récupéré les fonds du Service national de renseignement (NIS) détournés par son ancien patron Won Sei-hoon. Won a été mis en examen l'an dernier pour le transfert, en 2011, de deux millions de dollars du budget du NIS consacré aux activités spéciales vers le centre de recherche Asie-Pacifique de l'université Stanford. Ce dans le but d'établir un fonds pour les études coréennes. Il est soupçonné d'avoir tenté de se procurer une place aux États-Unis pour ses vieux jours. En effet, il a été invité comme *Koret Fellow* par le centre de recherche, un poste financé par une bourse, en mars 2013 juste avant son départ à la retraite. Au début, le tribunal avait rejeté les charges qui pesaient sur l'ex-chef du service d'espionnage, vu que le montant faisait partie des biens investis de l'établissement. Pourtant, le Parquet a insisté sur la nature usurpatrice de l'opération auprès du gouvernement américain et de l'université, qui a fini par rendre la somme. Par ailleurs, Won a écopé de quatre ans d'emprisonnement en mars 2018 pour être intervenu dans une affaire de trucage de l'opinion publique pendant la campagne électorale présidentielle.
(*KBS Word Radio, le 09-08-2019*)

Le réseau de la CIA démantelé en Iran était chargé de recueillir des renseignements sur les ventes de pétrole, selon le *New York Times*...

Le *New York Times* vient de révéler les dessous d'un nouvel acte d'espionnage de l'un des trois plus importants services de renseignement américains contre les activités du ministère iranien du Pétrole. Le site du journal *New York Times* a en effet écrit hier jeudi que les espions arrêtés en Iran avaient pour objectif de recueillir des renseignements sur les ventes de pétrole du pays. Le journal américain suggère ainsi que depuis les sanctions imposées par l'administration Trump à l'industrie pétrolière iranienne, l'année dernière, les informations sur ces ventes sont devenues une arme géopolitique prisée et convoitée par les agences de renseignement occidentales. Et la vente du pétrole iranien qui était jadis une entreprise sûre et lucrative a été transformée en un jeu mondial d'espionnage et de contre-espionnage à gros enjeux. Le reportage fait référence à l'arrestation des dix-sept espions de la CIA en Iran et écrit à ce sujet : « Le mois dernier, l'Iran a fait part du démantèlement d'un réseau d'espionnage et de l'arrestation de dix-sept Iraniens qui, l'a-t-on dit, travaillaient pour la CIA. Le gouvernement iranien a, bien entendu gardé flous les détails de cet espionnage de la CIA en Iran et pour lequel quelques-uns des suspects ont été condamnés à mort. Mais il semble maintenant que cela avait pour objectif de recueillir des renseignements sur les ventes de pétrole de l'Iran ». Le reporter du *New York Times* fait ensuite une analyse de la réaction « inhabituelle » du président américain sur *Twitter* à la suite de la nouvelle : « Le président Trump a nié le fait que les suspects travaillaient pour la CIA, une déclaration fort inhabituelle de la part d'un gouvernement qui ne confirme ni n'infirme presque jamais de telles accusations. » Selon le *New York Times*, les responsables américains ont toutefois reconnu que le secteur pétrolier iranien présentait un intérêt majeur pour les États-Unis et leurs agences de renseignement. Des commerçants rapportent qu'on leur a proposé toutes sortes d'avantages en échange d'informations ».
(*Press TV, le 09-08-2019*)

... MILITAIRE ...

Début des exercices militaires conjoints sud-coréano-américains dans la péninsule coréenne...

Les États-Unis et la Corée du Sud débutent aujourd'hui comme prévu leurs exercices militaires conjoints sur la péninsule coréenne et cela malgré les vives protestations et la dernière série de tirs de missiles de P'yongyang. Le mois dernier, la Corée du Nord a déclaré que les deux missiles balistiques à courte portée lancés la veille constituaient un avertissement solennel contre ces manœuvres. Les entraînements conjoints Corée du Sud - États-Unis débutent donc ce lundi avec un exercice de poste de commandement simulé par ordinateur pour faire face à toute situation d'urgence dans la péninsule coréenne. Ensuite, les alliés vérifieront de façon intensive les capacités de Séoul en vue de la reprise du contrôle opérationnel en cas de guerre de ses troupes actuellement détenu par Washington. Ces

manœuvres, qui sur le papier n'ont rien d'une démonstration de force, devraient durer quinze jours en tout. Quinze jours pendant lesquels on s'attend néanmoins à des provocations accrues de la Corée du Nord qui a multiplié les tirs de missiles récemment tout en critiquant violemment la tenue de ces exercices. Les alliés ont pourtant déjà consenti à abandonner ou réduire leurs opérations militaires conjointes à grande échelle. Si avant et pendant chacun de ces entraînements P'yongyang dénonce systématiquement une répétition d'invasion, il s'agirait surtout pour le régime de Kim Jong-un d'une stratégie visant à se laisser une marge de négociations en vue des prochaines discussions nucléaires. (Radio Vatican, le 05-08-2019)

La Corée du Sud et les États-Unis viennent de lancer leur entraînement militaire conjoint pour le deuxième semestre de cette année. Cette manœuvre se déroule en deux temps, avec d'abord la gestion d'une situation de crise, cette semaine, puis la préparation à une situation de guerre, la semaine prochaine. L'ensemble des exercices sera réalisé via des simulations informatiques. Cet entraînement militaire conjoint aura pour but de vérifier les capacités de l'armée sud-coréenne en vue du transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre (OPCON) de Washington à Séoul. Son nom n'est pas encore dévoilé. Rappelons que les deux alliés ont décidé en mars de remplacer leur manœuvre militaire conjointe *Key Resolve* par *Dong Maeng 19-1*. Cependant, le terme *Dong Maeng*, ou alliance en français, ne sera pas employé compte tenu du fait que la Corée du Nord a pointé du doigt les exercices militaires sud-coréano-américains qui risquent d'affecter les négociations entre Washington et P'yongyang sur le nucléaire nord-coréen. Les deux alliés ont également décidé de renforcer leur surveillance vis-à-vis du pays communiste, qui pourrait manifester son mécontentement en procédant à un nouveau tir de missiles de courte portée. (KBS World Radio, le 05-08-2019)

La Corée du Nord annonce avoir testé un nouveau type de lance-roquettes multiple...

La Corée du Nord a dévoilé samedi dernier les images de ses nouvelles roquettes de grand calibre lancées la veille. Selon elle, il s'agit de son deuxième essai de ces projectiles nouvellement développés, après celui réalisé le 31 juillet. Les deux tests ont été dirigés par le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Sa rampe de lancement mobile est dotée de six tubes lance-roquettes. Cela veut dire que ces six roquettes peuvent être tirées simultanément. D'après l'analyse des experts, il s'agit d'une version chinoise améliorée destinée aux roquettes de calibre 400 mm. Les autorités militaires sud-coréennes estiment que le pays communiste a procédé au tir de missiles balistiques à courte portée, compte tenu des caractéristiques de leur vol et de leur vitesse élevée, estimée à 6,9 Mach. Le régime de Kim Jong-un devrait multiplier les tirs d'essai pour tester les performances de son nouveau système d'armes avant son déploiement effectif. (KBS World Radio, le 05-08-2019)

La Corée du Nord poursuit ses tirs de missiles balistiques à courte portée...

La Corée du Nord a procédé tôt ce matin à de nouveaux tirs de projectiles présumés être des missiles balistiques à courte portée. D'après l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), les lancements ont été effectués à 5h34 et à 5h50 depuis Hamheung, dans la province de Hamgyong du Sud, en direction de la mer de l'Est, la mer qui sépare la péninsule coréenne et l'archipel japonais. Leur altitude maximale et la distance parcourue sont estimées à environ 48 km et à quelque 400 km pour une vitesse de pointe de 6,1 Mach. Tout en surveillant le moindre mouvement au nord du 38^e parallèle afin de faire face à de nouvelles menaces, les autorités militaires de la Corée du Sud et des États-Unis continuent d'examiner la nature de ces nouveaux projectiles. Il s'agit d'une nouvelle provocation militaire de P'yongyang en à peine quatre jours. Mardi, le régime de Kim Jong-un avait lancé deux missiles à courte portée, toujours en direction de la mer de l'Est, et ce depuis Kwail. Selon la Cheongwadae, le royaume ermite a effectué ces tirs afin de protester contre les exercices conjoints sud-coréano-américains qui ont débuté le 5 août dernier. Les alliés, rappelons-le, ont lancé lundi leur entraînement pour le deuxième semestre de cette année. Cette manœuvre se déroule en deux temps, avec d'abord la gestion d'une situation de crise, cette semaine, puis la préparation à une situation de guerre, la semaine prochaine. (KBS World Radio, le 10-08-2019)

La Corée du Sud prévoit de prochaines manœuvres militaires autour de l'île de Dokdo...

Les autorités militaires sud-coréennes envisagent de lancer un exercice de défense autour de Dokdo d'ici la fin du mois. Il s'agit d'un entraînement conjoint réalisé deux fois par an par la marine et l'armée

de l'air dans le but de prévenir les attaques visant ces îlots situés dans la mer de l'Est. En général, des destroyers et des avions de patrouille maritime capables de détecter des sous-marins sont déployés. L'armée de l'air y participe avec son chasseur furtif et la police maritime y envoie ses garde-côtes. L'exercice combiné du premier semestre, censé se dérouler entre mai et juin, a été reporté afin de ne pas affecter les relations entre Séoul et Tokyo, aggravées depuis le verdict de la Cour suprême sud-coréenne qui a ordonné l'indemnisation des travailleurs forcés sous le joug colonial nippon. Dans le contexte actuel où les relations bilatérales se sont aggravées par l'exclusion de la Corée du Sud de la liste japonaise des pays partenaires bénéficiant d'un statut préférentiel, le gouvernement sud-coréen ne voit aucune raison de différer son entraînement militaire aux îlots Dokdo, dont la souveraineté est injustement revendiquée par le pays voisin. La date de cet exercice de défense maritime sera déterminée en lien avec l'Accord de sécurité générale d'informations militaires (GSOMIA) signé entre les deux nations. Le délai de notification de l'annulation du GSOMIA est le 24 août.

(KBS World Radio, le 05-08-2019)

Les prochains exercices militaires russes dans l'île de Kunashiri suscitent les protestations du Japon...

Le gouvernement japonais annonce avoir déposé une plainte auprès de la Russie suite à l'annonce de son projet d'exercices militaires à balles réelles près d'une des quatre îles contrôlées par la Russie mais également revendiquées par le Japon. Le secrétaire général du gouvernement japonais Yoshihide Suga a révélé lundi que Tokyo avait protesté par des canaux diplomatiques immédiatement après que Moscou a informé l'Archipel de son projet. Le ministère des Affaires étrangères indique que Moscou a fait savoir à Tokyo jeudi dernier que son armée mènerait des exercices militaires dans des eaux près de l'île de Kunashiri des Territoires du Nord, entre lundi et samedi. La Russie contrôle les quatre îles. Le gouvernement nippon maintient qu'elles font partie intégrante de l'Archipel et qu'elles ont été illégalement occupées après la Deuxième Guerre mondiale. Yoshihide Suga a déclaré que ces exercices mèneront à un renforcement de la présence militaire de la Russie sur les îles, ajoutant que ces manœuvres vont à l'encontre de la position du Japon dans ce dossier.

(Radio Japon international, le 05-08-2019)

Des avions furtifs chinois Chengdu J-20 déployés à proximité de Taïwan...

Lundi, le quotidien hongkongais *South China Morning Post* a souligné dans un rapport que l'armée chinoise est profondément préoccupée par les évolutions qui traversent la région. C'est pourquoi le gouvernement chinois a envoyé des avions furtifs *Chengdu J-20* près de Taïwan. « La Chine s'inquiète de la situation du détroit de Taïwan, qu'ont traversé, au cours de ces derniers mois, les navires et les destroyers américains. Elle se préoccupe également des activités militaires accrues des États-Unis et du Japon dans la région » a-t-on appris de la même source. Selon ce rapport, des avions furtifs chinois *Chengdu J-20* ont été déployés sur la base orientale du pays, où la Chine surveille les activités de Taïwan. Cela intervient alors que Pékin a exprimé son inquiétude dans un communiqué quant à la volonté séparatiste de Taïwan, ajoutant qu'elle aurait recours à la force si nécessaire pour empêcher que Taïwan proclame son indépendance. La Chine a vivement critiqué dans ce communiqué les États-Unis estimant que ce pays représenterait un danger pour la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan. Selon Pékin, le déploiement des avions de combat pourrait être une riposte au réchauffement des relations entre Washington et Taipei.

(Press TV, le 05-08-2019)

Escale qatarie pour le bâtiment de guerre américain USS John P. Murtha...

Le navire de guerre américain *USS John P. Murtha* est arrivé mardi au port de Hamad au Qatar pour effectuer des travaux de maintenance. Dans un communiqué du ministère qatari de la Défense, cette visite, la première au Qatar, de l'*USS John P. Murtha*, a été présentée comme une étape importante du partenariat stratégique grandissant entre le Qatar et les États-Unis. Les États-Unis et le Qatar entretiennent une vaste coopération militaire depuis des années et les forces américaines disposent d'une grande base militaire dans ce petit pays du sud du golfe Persique.

(Press TV, le 08-08-2019)

Washington accuse Téhéran de brouiller les signaux GPS dans le détroit d'Ormuz...

Les USA accusent l'Iran de menacer la navigation commerciale dans le détroit d'Ormuz en brouillant le système GPS de la zone maritime. On s'en doute, il s'agit là d'une allégation visant à persuader les

alliés américains de rejoindre la soi-disant coalition maritime US dans le golfe Persique. Hormis Londres et évidemment Tel-Aviv, les autres traditionnels partenaires de Washington ont refusé de s'associer à tout nouvel aventurisme US dans la région. Aussi l'administration américaine publie-t-elle deux communiqués séparés où elle accuse, toujours sans preuve, l'Iran d'implication dans les perturbations du GPS des navires commerciaux qui circulent dans les eaux du golfe Persique. Simultanément, un responsable américain proche du Pentagone va encore plus loin. Ce dernier a déclaré à la chaîne *CNN* que l'Iran avait placé des brouilleurs GPS sur l'île d'Abou Moussa, au sud du pays, à proximité de l'entrée du détroit d'Ormuz. Ce responsable n'a pas été à même d'expliquer l'intérêt qu'aurait l'Iran à provoquer des incidents maritimes dans le détroit d'Ormuz, alors que le rôle historique de la sécurisation de cette zone lui revient de jure comme de facto. Le commandement central américain (CENTCOM) ajoute : « Les navires ont signalé des interférences GPS, une usurpation des communications de pont à pont et/ou d'autres communications bloquées sans avertissement. »

(*Press TV, le 09-08-2019*)

Le *Falaq*, un nouveau système de défense antiaérienne dévoilé par l'Iran...

Le nouveau système de défense antiaérienne *Falaq* d'une portée de 400 kilomètres a été dévoilé ce samedi 10 août au matin, en présence du commandant des forces de défense de l'armée de l'air de la République islamique d'Iran. La cérémonie de l'inauguration du nouveau système de défense antiaérienne baptisé *Falaq* s'est déroulée en présence du général Amir Reza Sabahifard, commandant de l'armée de l'air iranienne. Dans un discours, il a déclaré : « Les jeunes forces de l'armée de l'air ont à nouveau réussi à optimiser une réalisation longtemps restée inopérante. Il leur a fallu effectuer un travail acharné que même les concepteurs du système n'avaient pas été capables d'accomplir. » Le système *Falaq* est la version locale remaniée du radar de surveillance *Gamma*. En effet, le *Gamma* n'avait pas pu être utilisé en raison des sanctions, du manque de pièces détachées et de l'incapacité pour des ingénieurs étrangers de faire des réparations. D'une portée de 400 kilomètres, le système *Falaq* peut détecter tous les types de missiles de croisière, avions furtifs, drones et missiles balistiques ennemis.

(*Press TV, le 10-08-2019*)

... CYBERESPACE ...

Des pirates nord-coréens auraient dérobé près de deux milliards de dollars en cryptomonnaie, selon l'ONU...

La semaine dernière, le comité de suivi des sanctions de l'ONU imposées à la Corée du Nord a soumis un nouveau rapport au Conseil de sécurité. Selon ce document rédigé par son groupe d'experts et cité par les agences *Reuters* et *AP*, si le régime de Kim Jong-un ne procède plus depuis fin 2017 à des essais nucléaires ou de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), il continue toutefois d'améliorer ses programmes atomique et balistique. Et ses pirates ont dérobé jusqu'à deux milliards de dollars sous forme de cryptomonnaie sur des plateformes d'échange, une nouvelle source de financement de ses programmes d'armes de destruction massive (ADM). Leurs cyberattaques sont conduites par le fameux Bureau général de reconnaissance, et le blanchiment de l'argent volé se fait aussi sur internet. Toujours selon le même rapport, le royaume ermite continue d'importer les produits nécessaires à la fabrication d'ADM ainsi que des articles de luxe, en violation bien entendu des sanctions onusiennes contre lui.

(*KBS World Radio, le 06-08-2019*)

Google dément avoir l'intention de contrôler les flux d'informations afin d'influer sur la présidentielle de 2020...

Google a démenti mardi l'accusation du président américain Donald Trump selon laquelle le géant de la haute technologie aurait l'intention de contrôler les flux d'informations de façon à torpiller sa réélection à la présidentielle en 2020, ont rapporté les médias américains. « J'ai entendu Kevin Cernekee, un ingénieur de *Google*, dire des choses terribles sur ce qu'ils ont fait en 2016 et ils veulent s'assurer que Trump perd en 2020... Tout cela est très illégal. Nous surveillons *Google* de très près ! » a tweeté M. Trump un peu plus tôt mardi. M. Cernekee, un ancien ingénieur de *Google*, a confié au *Wall Street Journal* la semaine dernière qu'il avait été congédié parce qu'il s'opposait à la suppression des opinions conservatrices au sein de la société technologique de la Silicon Valley. En réponse, *Google* a rejeté les

allégations de son ancien employé et a défendu sa décision de licencier M. Cernekee, arguant qu'il avait violé plusieurs règles de l'entreprise, dont l'utilisation d'un appareil personnel pour télécharger des documents confidentiels internes à *Google*. « Les déclarations faites par cet ancien employé mécontent sont absolument fausses » a déclaré un porte-parole de *Google* dans un communiqué aux médias américains. « Déformer les résultats à des fins politiques nuit à notre entreprise et irait à l'encontre de notre mission, qui est de fournir du contenu utile à tous nos utilisateurs » selon le communiqué de *Google*. « Nous n'avons ménagé aucun effort dans la conception de nos produits et l'application de nos politiques d'une manière qui ne tienne aucun compte des tendances politiques » a déclaré le porte-parole.

(*Radio Chine internationale, le 08-08-2019*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le département d'État américain autorise la vente à la Corée du Sud de douze hélicoptères MH-60R *Seahawk*...

Le département d'État américain a approuvé la vente de douze MH-60R *Seahawk* de Lockheed Martin à la Corée du Sud pour un montant de 800 millions de dollars. C'est ce qu'a annoncé, hier, heure locale, l'agence de coopération sur la défense et la sécurité (DSCA) du Pentagone dans un communiqué. Plus précisément, la DSCA a fait savoir que la Corée du Sud avait demandé d'acheter ces douze hélicoptères navals multimitions, ainsi que les équipements incorporés à ces appareils, tels que le radar, les systèmes de navigation et de communication. D'après l'agence américaine, ces aéronefs amélioreront les capacités de la marine sud-coréenne liée au sauvetage, à la recherche ainsi que la mission anti-sous-marin. Séoul avait examiné l'acquisition de cet actif dans le cadre de son deuxième programme d'hélicoptère naval opérationnel.

(*KBS World Radio, le 08-08-2019*)



Renseignor
Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67